Free Trade Between the United States and Canada — The Potential Economic Effects, par R.J. WONNACOTT et P. WONNACOTT. Un vol., 5¾ po. x 8¼, relié, 430 pages. — HARVARD UNIVERSITY PRESS, Cambridge (Mass.), 1967. (\$9.00)

Bernard Bonin

Volume 43, numéro 3, octobre–décembre 1967

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1003267ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1003267ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

HEC Montréal

ISSN

0001-771X (imprimé)

1710-3991 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Bonin, B. (1967). Compte rendu de [*Free Trade Between the United States and Canada — The Potential Economic Effects*, par R.J. WONNACOTT et P. WONNACOTT. Un vol., 5¾ po. x 8¼, relié, 430 pages. — HARVARD UNIVERSITY PRESS, Cambridge (Mass.), 1967. (\$9.00)]. *L'Actualité économique*, 43(3), 571–573. <https://doi.org/10.7202/1003267ar>

Les Livres

Free Trade Between the United States and Canada — The Potential Economic Effects, par R.J. WONNACOTT et P. WONNACOTT. Un vol., 5¾ po. x 8¼, relié, 430 pages. — HARVARD UNIVERSITY PRESS, Cambridge (Mass.), 1967. (\$9.00).

La possibilité d'un accord de libre-échange entre le Canada et les États-Unis a fait l'objet de nombreuses discussions mais de très peu d'études rigoureuses. L'analyse des frères Wonnacott représente certainement l'effort le plus remarquable en ce domaine. Leur étude est excellente, leurs méthodes de travail sont extrêmement intéressantes et cet ouvrage ne peut manquer d'apporter des arguments très solides aux partisans du libre-échange avec les États-Unis.

Que l'on envisage de conclure un accord de libre-échange entre des pays de tailles aussi inégales que le Canada et les États-Unis fait naître chez plusieurs personnes des craintes très marquées. Il faut d'ailleurs reconnaître que ces craintes ne sont pas sans fondement. La théorie de la spécialisation internationale sur laquelle on s'appuie généralement pour en démontrer le bien-fondé (théorie qui, disons-le, est de plus en plus remise en question) n'est pas très satisfaisante lorsque les partenaires éventuels sont de tailles inégales. On peut bien soutenir que lorsqu'un petit pays commerce avec un grand pays, le premier gagne toujours davantage à l'échange mais on aurait sans doute beaucoup de mal à convaincre les petits pays du monde que la théorie et la pratique s'accordent sur ce point. Dans ces conditions, la décision de conclure un accord de libre-échange entre le Canada et les États-Unis restera toujours, en quelque sorte, un pari, mais il s'agit d'un pari que l'on peut tout de même « rationaliser » davantage qu'on ne l'avait fait jusqu'à maintenant. L'ouvrage des frères Wonnacott constitue une remarquable tentative en ce sens.

L'analyse porte surtout sur l'industrie manufacturière (puisqu'elle a toujours été considérée comme le point sensible de l'économie canadienne dans l'éventualité d'un tel accord) et sur les produits miniers. Les produits agri-

L'ACTUALITÉ ÉCONOMIQUE

coles qui posent des problèmes d'un type très spécial ne devraient pas entrer dans l'accord selon les auteurs.

À la page 8 de leur ouvrage, les auteurs résument la méthode qu'ils ont utilisée. Il s'agit d'ignorer la structure actuelle des coûts au Canada. Il faut faire porter l'attention non pas sur ce que sont les coûts mais sur ce qu'ils seraient dans l'éventualité d'un libre-échange. Si nous plaçons toutes les régions du Canada et des États-Unis dans une zone de libre-échange hypothétique, on peut étudier le problème sous l'angle de la localisation interrégionale des activités en faisant ressortir les avantages de coût respectifs des diverses régions et en ignorant les différences de coût qui sont imputables à la protection douanière. La question importante devient alors, dans ces circonstances : est-ce que les régions canadiennes seraient intéressantes du point de vue de la localisation des industries ?

R.J. et P. Wonnacott ont donc fait une étude comparative des salaires, de la proximité des marchés, des coûts de transport, des effets d'agglomération et des économies externes, de la proximité des ressources et produits manufacturés intermédiaires, des coûts du capital et des niveaux d'imposition. Ils concluent leur analyse en disant que, bien qu'il soit impossible de prévoir avec un degré élevé de probabilité la localisation future des industries manufacturières dans l'hypothèse d'un accord de libre-échange, il semble que l'Ontario et le Québec se trouveraient alors dans une position très avantageuse si l'on se base sur le taux de change actuel entre les dollars canadien et américain et le présent niveau des salaires au Canada.

Comme les coûts canadiens sont, à l'heure actuelle, généralement plus élevés que les coûts américains, il y aura certainement une réorganisation de l'industrie canadienne à faire si le Canada désire profiter de ses avantages de coûts. Dans une deuxième partie, les auteurs étudient donc le processus d'ajustement au libre-échange. Selon les frères Wonnacott, il est probable que l'ajustement se ferait plutôt à l'intérieur des diverses industries manufacturières plutôt qu'entre les industries (manufacturières et autres), et la spécialisation se ferait à l'intérieur de secteurs industriels larges plutôt qu'entre les secteurs. Il y aurait donc peu de danger que les Canadiens deviennent des « scieurs de bois et des porteurs d'eau », dans l'hypothèse d'une élimination réciproque des tarifs douaniers.

Dans une troisième partie, les auteurs analysent l'incidence des tarifs. Selon eux, le coût approximatif des tarifs douaniers canadien et américain est de l'ordre de 10.5 p.c. du P.N.B. canadien. De ce total, le tarif canadien représenterait au maximum 4 p.c., et le tarif américain le reste, de sorte qu'une élimination unilatérale des tarifs par le Canada n'apparaît pas souhaitable.

La dernière partie est consacrée aux questions de politique telles que l'échelonnement des baisses de tarif et l'assistance à apporter aux industries et aux facteurs de production touchés par la disparition des tarifs et le degré d'intégration économique qu'il serait souhaitable d'atteindre entre les deux pays.

Sur ce dernier point, disons que les auteurs croient que le Canada ne devrait pas aller plus loin dans cette voie, que l'accord de libre-échange. Ils rejettent donc l'union douanière et a fortiori l'intégration économique type Communauté Européenne.

Au terme de l'analyse des frères Wonnacott, le Canada ne sort pas considérablement affaibli. Il y aurait une réorganisation à faire sans aucun doute, mais ceux-ci justement ne se traduiraient pas par une accentuation du caractère primaire de l'économie canadienne. Toutes les régions du Canada ne seraient pas également favorisées; l'Ontario est dans la position nettement la plus favorable et dans une moindre mesure le Québec retirerait des avantages d'une telle mesure. Quant aux autres régions, elles ne se trouveraient pas nécessairement dans une position plus défavorable que maintenant mais les gains seraient très variables selon les secteurs et l'effet net plus difficile à évaluer.

La décision de conclure un accord de libre-échange entre les États-Unis et le Canada restera toujours un pari, avons-nous dit, plus haut. Pour excellente qu'elle soit, l'analyse des frères Wonnacott n'apporte pas une certitude que le Canada gagnerait davantage. Certains points n'ont pas été traités dans l'étude; quelles relations existe-t-il entre intégration économique et intégration politique par exemple? La réponse à cette question exigerait certainement une nouvelle étude. De plus, un facteur important d'incertitude qui n'a pas été analysé bien qu'il ait été mentionné par les frères Wonnacott est la présence au Canada de nombreuses filiales de sociétés américaines dont le centre de décision ultime dans l'hypothèse d'un accord de libre-échange se trouvera aux États-Unis. Il n'est probablement pas possible d'intégrer cet élément à une analyse du type de celle des Wonnacott. Il n'en reste pas moins que la rationalité de la firme «multinationale» prend souvent des formes inattendues et qu'il est difficile de dire, a priori, quel serait le comportement quant à la localisation des activités. Ceci étant dit cependant, l'ouvrage des frères Wonnacott représente certainement un classique dans ce domaine et il ne sera pas possible dorénavant de discuter de cette question sans y trouver une source d'enrichissement indéniable. Ajoutons en terminant, que la première partie de l'ouvrage constitue une étude très intéressante de l'économie comparée des diverses régions canadiennes qui retiendra l'attention aussi bien des spécialistes de l'économie régionale que de ceux de l'économie internationale.

Bernard Bonin

Money, Prices and Civilization in the Mediterranean World, Fifth to Seventeenth Century, par CARLO M. CIPOLLA. Un vol., 75 pages.
— GORDIAN PRESS INC., New York, 1967.

M. Carlo M. Cipolla est professeur d'histoire économique à l'Institut Universitario di Economia e Commercio de Venise.